



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction départementale de la cohésion sociale
et de la protection des populations
Service environnement et nature

IC16103

ARRÊTÉ PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE DE RÉGULARISER SA SITUATION ADMINISTRATIVE

RECYCLEO – COMMUNE DE VILLEAU N° ICPE : 100.12166

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1, L. 514-5 ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, modifiée notamment par le décret n° 2014-1501 du 12 décembre 2014 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2013218-0002 du 2 août 2013 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes sur le territoire de la commune de Villeau lieu-dit "La vigne des champs" au profit de la société RECYCLEO ;
- VU** le récépissé préfectoral d'antériorité du 7 mai 2015 actant le classement de l'installation de stockage de déchets inertes située à Villeau au lieu-dit "La vigne des champs" exploitée par la société RECYCLEO au titre de la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, daté du 22 février 2016 relatif à l'inspection du 10 février 2016 des installations exploitées par la société RECYCLEO à Villeau ;
- VU** la transmission du rapport de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, à la société RECYCLEO par courrier du 1^{er} mars 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que lors de la visite du 10 février 2016 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté l'exploitation illégale d'une installation de stockage de déchets non dangereux et non d'une installation de stockage de déchets inertes, par la société RECYCLEO ;

CONSIDERANT la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique suivante : 2760-2 Installation de stockage de déchets non dangereux autres que celles mentionnées à la rubrique 2760-3 (rubrique sans seuil) ;

CONSIDERANT que l'installation de la société RECYCLEO à Villeau dont l'activité a été constatée lors de la visite du 10 février 2016 relève du régime de l'autorisation et est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement de mettre en demeure la société RECYCLEO de régulariser sa situation administrative ;

SUR PROPOSITION de Madame la secrétaire générale de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE

Article 1^{er} :

La société RECYCLEO, dont le siège social est situé 12, rue de Varize à Chartres (28000), est mise en demeure pour l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite au lieu-dit "La vigne des champs" sur le territoire de la commune de Villeau (28150), de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant un dossier de demande d'autorisation en préfecture d'Eure-et-Loir – DDCSPP – Service environnement et nature
- en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du Code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de huit jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait connaître laquelle des deux options sus-mentionnées il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les deux mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de six mois. L'exploitant fournit dans un délai d'un mois les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude...etc.) ;

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 n'est pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 3 : Délais et voies de recours

A – Recours administratif

L'exploitant peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, service environnement et nature – 15 place de la République – CS 70527– 28019 CHARTRES Cedex,
- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées – Direction générale de la prévention des risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du Code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

B – Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cedex par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 4 : Notification

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire par voie administrative. Copies en sont adressées à M. le Maire de la commune de Villeau et à M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire.

Article 5 : Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 6 : Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de la commune de Villeau, Monsieur le Directeur de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, l'inspection de l'environnement spécialité installations classées et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARTRES, le - 8 MARS 2016

LE PREFET,

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale

Carole PUIG-CHEVRIER